

Mr Pierre LICOUT,

Nous vous remercions de l'intérêt que porte la FSU aux idées et aux propositions de nos candidats.

Nous avons, à la France Insoumise, un évident souci d'accompagner, de développer, et d'encourager les fonctions publiques sur tous les territoires de notre pays, et dans toutes leurs fonctions. L'intérêt général étant toujours la priorité de notre programme « L'Avenir En Commun », et l'engagement de chacun.e.s de nos militant.e.s.

En réponse à vos revendications voici nos propositions :

### 1- La Baisse des dotations

Il faudra refuser les baisses de dotations aux collectivités mises en place par le gouvernement Hollande et garantir une dotation à la hauteur des missions transférées aux collectivités. Les collectivités doivent avoir les moyens d'investir mais également des dotations stables en fonctionnement.

La France Insoumise est en totale opposition aux politiques de rigueur et d'austérité appliquées sans résultat hormis celui de détruire la qualité du service public mais aussi celle du travail des fonctionnaires et des agents y officiant.

Nous nous engageons à défendre et reconstruire le maillage des services publics sur tout le territoire.

Sur ce plan nous nous engageons à :

- Reconstruire le service public hospitalier : revenir sur la tarification à l'acte, sur les suppressions de lits et de personnels, engager un plan pluriannuel de recrutement de médecins, infirmiers, aides-soignants et personnels administratifs.
- Créer un service public de la petite enfance et ouvrir 500 000 places en crèche et modes de garde adaptés
- Développer un réseau public de maisons de retraite avec des tarifs harmonisés et accessibles, créer 10 000 places par an en EHPAD publics pendant cinq ans.
- Renforcer les moyens de l'aide sociale à l'enfance et de la protection judiciaire de la jeunesse.

### 2- L'Apprentissage

Sont souvent revendiquées par nombre de nos représentants politiques les vertus de l'apprentissage, solution miracle au problème de formation et de chômage chez les jeunes...

Il est à noter que souvent le statut de l'apprenti correspond à un « sous statut » de travailleur avec un salaire réduit, le jeune travailleur étant ainsi en réalité souvent fragilisé et précarisé. Pour les familles les moins aisées, le choix d'une formation rémunérée est souvent à l'origine du choix de nombreux jeunes vers l'apprentissage.

Notons que dans notre programme les besoins en savoirs techniques, pointus, spécialisés seront immenses. Les niveaux de connaissance des apprentis sont donc décisifs, et la réussite des apprentis aux différents examens auxquels ils se présentent est fondamentale.

La France Insoumise sait par ailleurs l'importance cruciale que possèdent les filières d'enseignement professionnelles publiques, elles constituent de véritables voies d'excellence qu'il convient non plus de détruire mais bien de favoriser et de développer.

A ce sujet nous défendons les engagements suivants :

- Appuyer l'enseignement professionnel public, arrêter les fermetures de classes et de lycées professionnels et augmenter le nombre d'établissements.

### – **Rétablir le bac professionnel en quatre ans.**

– Développer les cursus courts dans l'enseignement supérieur et encourager la poursuite d'études après un bac professionnel ou technologique (BTS, DUT, Licences professionnelles...)

### 3- Collèges, Lycées

« L'éducation est un investissement, pas une dépense, pas une charge » ces mots qu'utilisait Jean-Luc Mélenchon au cours de son meeting de Dijon illustrent assez bien la pensée qui anime la France Insoumise.

Ainsi (comme l'hôpital ou les universités dont il est souvent question dans les mêmes termes), les collèges et lycées ne doivent être pensés de la sorte, et évidemment pas un seul instant ne doit être autorisée la mise en place d'une concurrence des établissements les uns contre les autres.

L'éducation n'est pas une marchandise !

Nous proposons ici de réaliser les mesures suivantes :

#### **Adopter une loi d'orientation pour l'école :**

- Abroger la la réforme du collège du gouvernement Valls.
- Garantir le cadre national des programmes et des diplômes
- Etendre la scolarité obligatoire de 3 à 18 ans en adaptant les pédagogies et les parcours scolaires

#### **Assurer l'égalité devant l'école :**

- Instaurer une nouvelle carte scolaire établissant la mixité sociale

**Recruter au moins 60 000 enseignants supplémentaires** dans les cinq ans et mettre en place un dispositif de prérecrutement pour favoriser l'accès au métier d'enseignant par les jeunes issus de milieux populaires.

Limiter les classes à **25 élèves par classe pour les lycées et 20 pour les collèges.**

#### **Refonder la formation :**

- Refonder le cadre national de la formation initiale au sein des écoles de formation (ESPE) qui seront associées à la formation continue des enseignants
- Appliquer le droit à la formation continue en revenant sur l'autorisation préalable du chef d'établissement
- Proposer une année de stage à tiers-temps sur le service de tutorat
- Intégrer à la formation initiale des enseignants une solide formation à la sociologie de l'éducation, la pédagogie, la psychologie de l'enfant et de l'adolescent, et à la lutte contre les discriminations
- Soutenir la recherche en éducation
- Développer des partenariats entre l'EN et des mouvements pédagogiques agréés et augmenter le contingent d'heures de décharges attribuées à ces derniers.

#### **Concernant la recherche :**

- Réorganiser les grands instituts publics de recherche (CNRS, Inserm, Inra, etc.), garants des recherches d'intérêt général et supprimer l'ANR
- Redonner à l'enseignement supérieur et à la recherche les moyens nécessaires au développement du savoir et de la qualification professionnelle
- Créer dans chaque université, une université populaire, ouverte à tous et chargée d'organiser le lien entre les chercheurs et la population, dans un esprit de diffusion des savoirs et de réflexion citoyenne sur leur usage.

#### 4- Les rythmes scolaires

Il est notoire que l'alternance 7 semaines de travail et 2 semaines de vacances doit être respectée, Notons ici que cette année pour notre zone scolaire la dernière période compte 11 semaines de travail ( avec certes quelques jours fériés ), la plus longue période de l'année alors que nos enfants sont naturellement plus fatigués dans ce dernier trimestre.

A ce sujet nous défendons les positions suivantes :

- **Abroger la réforme des rythmes scolaires.**
- Garantir l'égal accès de tous les élèves du 1er degré à des enseignements artistiques et sportifs gratuits, dispensés par des personnels recrutés sur concours.
- Mettre en oeuvre un plan de formation et une reconnaissance des qualifications par l'expérience des animateurs du périscolaire.
- Réserver l'argent public au financement de l'école publique (abrogation de la loi Carle notamment)
- Assurer la gratuité réelle de l'éducation publique, y compris les cantines, le transport et les activités périscolaires

Pacale CERTAIN et Stéphane FERRE

Candidats de la France Insoumise pour la troisième circonscription d'Eure et Loir.